

Requête en autorisation de vendre un actif

Modèle fourni par SauverMonEntreprise.fr : remplacez les champs [ENTRE CROCHETS] par vos informations.

[RAISON SOCIALE]

[Siège social]

[SIREN]

Représentée par [NOM, PRÉNOM], [qualité]

À Monsieur ou Madame le Juge-commissaire

Tribunal [de commerce / judiciaire] de [VILLE]

Procédure de [sauvegarde / redressement judiciaire] de [RAISON SOCIALE]

Jugement d'ouverture du [DATE]

Requête aux fins d'autorisation de céder un actif

Monsieur ou Madame le Juge-commissaire,

I. Le bien

La société est propriétaire de [DÉSIGNATION PRÉCISE DU BIEN : matériel, véhicule immatriculé [X], fonds accessoire, stock identifié], acquis le [DATE] pour [MONTANT] euros et inscrit à l'actif pour une valeur nette comptable de [MONTANT] euros.

Ce bien [n'est plus utilisé pour l'exploitation depuis [DATE] / fait double emploi avec [ÉQUIPEMENT] / génère un coût d'entretien,

d'assurance et de stockage de [MONTANT] euros par mois].

II. L'offre

[NOM DE L'ACQUÉREUR], [qualité, SIREN le cas échéant], a formulé le [DATE] une offre écrite d'acquisition au prix de [MONTANT] euros, payable [comptant à la signature / selon les modalités suivantes : [DÉTAIL]].

Ce prix est conforme à l'évaluation établie le [DATE] par [EXPERT, COMMISSAIRE-PRISEUR, PROFESSIONNEL CONSULTÉ], qui retient une valeur de [MONTANT] euros. L'offre et l'évaluation sont jointes à la présente requête.

III. La destination du prix

Le produit de la cession sera versé [sur le compte de la procédure / entre les mains de [DESTINATAIRE DÉSIGNÉ PAR LES ORGANES DE LA PROCÉDURE]] et affecté [au financement de la période d'observation / au maintien de l'activité pendant la période d'observation].

[Le cas échéant : Le bien est grevé de [SÛRETÉ] au profit de [CRÉANCIER]. La quote-part du prix correspondant à la créance ainsi garantie sera versée en compte de dépôt à la **Caisse des dépôts et consignations** ([L622-8])), le créancier étant payé sur ce prix après l'adoption du plan, suivant l'ordre de préférence ; le juge-commissaire peut toutefois ordonner un paiement provisionnel.]

[Le cas échéant : L'administrateur judiciaire, Maître [NOM], et le mandataire judiciaire, Maître [NOM], informés du projet, y sont favorables.]

Par ces motifs, la société [RAISON SOCIALE] prie Monsieur ou Madame le Juge-commissaire de bien vouloir l'autoriser à céder [RAPPEL DU BIEN] à [ACQUÉREUR] au prix de [MONTANT] euros, aux conditions exposées ci-dessus.

Fait à [VILLE], le [DATE]

[Signature du représentant légal]

Modèle indicatif, à adapter à votre situation : il ne remplace pas un conseil personnalisé (avocat, expert-comptable, mandataire de justice). SauverMonEntreprise.fr, Comprendre, anticiper, agir.